

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 271

Artikel: Nestlé, l'aide aux pays en voie de développement et la participation
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026486>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réforme scolaire: syndicalisme d'abord! (suite)

tion de celle de Genève — et des organes de coordination de l'enseignement supérieur au plan fédéral. Après le rejet des articles constitutionnels sur l'enseignement et la recherche, les autorités ne peuvent ignorer cette évolution d'une partie de l'opinion publique.

La Commission fédérale de maturité non plus, qui n'est d'ailleurs pas composée en majorité de dangereux révolutionnaires. D'où une attitude que l'on peut illustrer d'un triple point de vue, dans le cas de l'enseignement secondaire genevois et de ses réformes :

Menaces sur Candolle

— Le Collège de Candolle, nouvel établissement gymnasial, dont le programme est identique à ceux des collèges existants de Calvin et Voltaire, sera suivi de près avant que sa future maturité reçoive l'aval fédéral.

Feu vert prudent à Rousseau

— La réforme du Collège Rousseau pourra se poursuivre, sous le contrôle d'une commission qui comprend entre autres les deux établissements universitaires prêts à recevoir les bacheliers de cet établissement, l'Université de Genève et l'École polytechnique fédérale de Lausanne, et la Commission fédérale de maturité. Le retour au programme « officiel » y sera possible en tous temps, s'il s'avère que l'expérience ne peut plus être reconnue au niveau national, par exemple pour l'accès aux études de médecine, qui est décidé sur un plan fédéral.

Réforme corsetée

— L'article d'exception de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité qui, d'une façon plus générale, devrait permettre à d'autres établissements d'enseignement secon-

daire de déroger par rapport aux prescriptions actuelles, reste dans un tiroir. De ce fait, la réforme de l'enseignement secondaire genevois, dans son ensemble, discutée, disputée même, depuis plus de cinq ans, ne pourra pas se libérer du cadre tracé par le texte de l'ordonnance, texte que de nombreux réformateurs souhaitaient « faire sauter » pour donner tout leur sens aux innovations de structures envisagées.

Un coup d'arrêt est donc donné à Genève à plusieurs projets. Dans le corps enseignant, certains s'en réjouiront, qui depuis quelque temps n'y croyaient plus. D'autres le déplorent, en estimant que l'état de l'enseignement, notamment les programmes, les relations entre maîtres et élèves, ont atteint un degré de rupture telle que les choses ne peuvent rester en l'état. D'autres espèrent encore que le mouvement reprendra sa marche en avant, lorsque le Collège Rousseau aura réussi son examen de passage. Quant aux parents, que penseront-ils ? Il serait intéressant de connaître un jour les avis, certainement très partagés, voire opposés, de tous ceux qui suivent le cheminement déjà fort long des projets de réformes à Genève. Si le chef du Département de l'instruction publique, le socialiste André Chavanne, et les responsables de l'enseignement secondaire enregistrent une défaite qui aura des suites politiques, il n'est pas certain que le répit imposé soit une défaite pour les enseignants. Faute de pouvoir modifier les structures, il faudra bien s'attaquer d'abord aux programmes et aux méthodes pédagogiques où réside, nous l'avons toujours dit, l'essentiel des problèmes scolaires et où un immense effort de réforme est nécessaire et possible. Du même coup disparaît la priorité accordée jusqu'ici à la mise en place d'un nouvel appareil scolaire, qui masquait les vraies questions, celles qui portent sur le rôle même de l'école dans la société. Pour aborder, après cinq ans d'efforts en partie bénévoles, ce nouveau chapitre, les maîtres doivent en outre obtenir une amélioration de leurs

conditions de travail qui sont aujourd'hui telles qu'il devient de plus en plus difficile pour un enseignant à temps complet de donner ses classes, se renouveler et participer à l'effort d'innovation qu'on lui demande.

Une très grande majorité des enseignants ont en commun, plus ou moins consciemment, des revendications concernant l'organisation du travail de la profession, et qui permettraient de sortir l'école de l'ornière.

Pour faire aboutir ces propositions, et du même coup créer les conditions d'un apport réel des maîtres à la rénovation pédagogique — car pourrait-on modifier programmes et méthodes sans eux ? — il convient donc de donner au plus grand nombre possible de maîtres les moyens de sortir de l'individualisme et de l'apolitisme dans lesquels trop nombreux ils s'enferment et de créer les conditions d'un véritable syndicalisme enseignant. Après cinq ans de vaine participation à des projets d'innovation formelle, en grande partie enterrés aujourd'hui, il est évident que les réformes pédagogiques passent par la création et l'existence d'une solide organisation syndicale.

Nestlé, l'aide aux pays en voie de développement et la participation

Deux commentaires à des passages de la conférence présentée par Pierre Liotard-Vogt, PDG de Nestlé, à l'assemblée générale des Rencontres suisses, le 13 octobre 1973, et publiée dans la « Revue économique et sociale » (No 4, 1973) sous le titre « Ombres et lumières des entreprises multinationales ».

Les grandes entreprises et le tiers monde

« Je voudrais en arriver au rôle le plus important que les grandes entreprises sont en mesure de

jouer: il s'agit de l'industrialisation des pays en voie de développement. Ces pays sont pleinement conscients du fait qu'ils ne pourront un jour prétendre élever le niveau de vie de leur population que s'ils sont capables de s'industrialiser... Comment peut-on imaginer que de tels pays, sans capitaux, sans techniciens, sans expérience, puissent sortir du néant une industrie qui n'existait pas et combler le retard qu'ils ont vis-à-vis des pays développés ? Ce ne sont certes pas les rapports les mieux documentés et les mieux pensés, établis par une quelconque organisation internationale, qui permettront de faire surgir de terre et ensuite de mettre en route la première usine. Seules les grandes entreprises internationales sont capables de jouer ce rôle de pionnier, et la société à laquelle j'appartiens s'honore d'avoir, depuis longtemps, pu apporter à la plupart des pays en voie de développement sa contribution dans ce domaine. » Et voilà qui prouve qu'il suffirait de faire confiance aux sociétés multinationales pour que les

prix des matières premières soient fixés à un niveau tel que les pays en voie de développement puissent s'en sortir, les organisations internationales ne faisant que de la figuration ! Second avantage: l'intérêt sauvegardé serait automatiquement, bien sûr, celui des pays, et non celui des sociétés ! Un exemple probant: l'énergie, bien sûr !

De l'information à la participation

« Comment réaliser cette participation (aux décisions historiques), qui serait pratiquement possible dans une petite entreprise, mais qui est du domaine de l'utopie dans les grandes entreprises dont la complexité est telle que les problèmes ne peuvent être complètement perçus que par des hommes qui consacrent exclusivement tout leur temps, et depuis de nombreuses années, à leur étude ? Néanmoins, je dis oui à la participation financière, oui à l'accès à toujours plus d'informations, oui à tout système qui permet à n'importe quel collaborateur

de poser des questions, de demander des explications et de formuler des suggestions. »

La forme de « participation Nestlé »: le personnel pose, demande, formule; ce qui sous-entend que la direction, elle, prend note... et c'est tout. De là, l'extrême complication des tâches directoriales (la participation n'est possible que dans les petites entreprises: voilà qui infirme l'opinion générale). En clair, la direction se réserve, en particulier, la définition de sa politique dans les pays en voie de développement, ce qui évite ainsi aux travailleurs des pays pauvres, comme à ceux des pays industrialisés, de devoir se soucier réciproquement de leurs conditions de travail.

Publicité et politique

La manipulation des mots-clefs suffit certainement pour lancer efficacement un produit sur le marché; elle n'est plus adéquate lorsqu'il s'agit de cerner une politique économique.

Montreurs de marionnettes à Budapest

« Imagine dans la caverne des hommes un spectacle tout à fait semblable à ceux des montreurs de marionnettes... c'est ainsi que le petit père Socrate commençait son fameux discours sur l'humaine condition.

Avril 1974. Un faubourg ouvrier de Budapest, une salle vétuste incorporée à une vaste usine de chaussures, et là, deux à trois soirs la semaine: l'émerveillement. Au bout d'invisibles ficelles, d'invisibles mains, de petits hommes dansent entre le rire et les larmes, pleins d'humour et de douceur, l'existence. Individuelle et sociale, solitaire et solidaire, l'existence de l'homme 1974. Hongrois, Russe ou Allemand, Européen, Américain ou Chinois, il est terrien,

et marionnette ou tireur de ficelles tour à tour. Du berceau à la tombe, admirable, misérable, attachant guignol, Martien pour son frère, il gesticule sur les bruits de la vie et au son virtuose — bien sûr, en la patrie de Bartok — du violon.

Marxistes et amateurs

Le groupe Orpheo est amateur: des étudiants, un ouvrier, des employés des studios cinématographiques de Pannonia, les voilà, dizaine joyeuse, frugale, bourrée d'espoir et de conviction. « Nous sommes marxistes. Nous ne sommes pas du Parti, mais nous ne sommes pas des dissidents. Résistants ? Peut-être. Mais grâce à la compréhension et à l'aide de communistes officiels qui acceptent nos mises en questions, notre volonté d'éveiller, d'ouvrir les

consciences, de stimuler le désir de vivre plus et mieux, moins passives marionnettes, moins complices des tireurs de ficelles... »

Et, sans allusions trop directes, tout en petites touches subtiles, par des détails scéniques à la fois modestes et géniaux dans les trouvailles, les compagnons d'Orpheo captent et font réfléchir des centaines de gens, jeunes surtout, ouvriers, collégiens, étudiants, aussi bien par des créations personnelles que par des adaptations de Peter Weiss ou Thomas Mann, par exemple. Besoin de se comprendre, de communiquer, d'échanger, besoin de clarté et d'amour, non à la violence, non à l'oppression des institutions, non au mensonge surtout et oui au bonheur: jéerique et didactique animation qu'un groupe de collégiens romands n'est pas près d'oublier.

C. D.